

*L'ÉCOLE ET L'ENFANT A LYON  
DE 1939 A 1947*

*Michèle BRISON*  
(Thèse pour le Doctorat de 3e cycle,  
Lyon, 1982)

L'étude que nous nous étions proposé d'entreprendre présentait à nos yeux un intérêt certain. En effet, comment rester insensibles devant le comportement des enfants engagés malgré eux et à leurs dépens, dans une lutte sans merci dont ils n'étaient pas responsables ? Comment ont-ils vécu ce temps de guerre et de restrictions ? Comment ont-ils pu assumer la tâche qui était la leur, arriver à parfaire leur instruction, tandis que les conditions matérielles les pénalisaient lourdement ?

Le rôle des maîtres fut très délicat au cours de cette période troublée et le plus souvent leur conduite fut exemplaire. A cette époque où, plus que jamais auparavant, le régime politique en place incriminait les enseignants, comment ont-ils pu conserver leur dignité et prodiguer un enseignement d'une grande valeur pédagogique souvent à contre-courant de la propagande vichyssoise ? En outre, il ne faut pas omettre de considérer le rôle très important qu'ils ont joué dans la Résistance contre le régime et contre l'occupant.

Notre but était de faire une recherche exhaustive dans tous les domaines qu'implique notre sujet afin d'établir des comparaisons entre les périodes 1938-1939 – 1939-1945 – 1945-1948, afin aussi de pouvoir dresser des statistiques et déduire des conclusions concernant par exemple les fluctuations des effectifs enseignants et élèves, de connaître l'origine sociale et géographique des instituteurs et surtout afin d'apprécier l'impact de la propagande du Maréchal Pétain dans toutes les écoles de la ville. Mais très rapidement nous nous sommes aperçus que notre étude ne serait jamais menée à bien compte tenu des archives exis-

tantes et des réticences trop souvent rencontrées pour leur consultation. Si les Archives Municipales de Lyon nous ont fournis maints et maints renseignements utiles et appréciables, elles ne nous ont pas toujours permis d'effectuer une analyse globale en ce qui concerne la période 1939-1944. Beaucoup de dossiers techniques, par exemple celui du chauffage, sont demeurés introuvables. D'autres sont très lacunaires pour telle ou telle année de notre période.

Nos espoirs ont également été déçus lorsque nous avons senti de nombreuses réticences de la part des Archives Départementales du Rhône en ce qui concerne la consultation du Fonds du Cabinet du Préfet Angéli. Au titre de correspondante du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale et maintenant de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, toutes les Archives nous étaient théoriquement accessibles, cependant de nombreux documents ont disparu, les autres seraient toujours en cours de classement. Les quelques dossiers consultables, trop généraux pour notre sujet, ont présenté peu d'intérêt. Nous pouvions également parler de réticences lorsque nous nous sommes adressés aux responsables du Rectorat, de l'Inspection Académique et du S.N.I. qui n'ont pas accepté de nous ouvrir leurs Archives, prétextant que les fonctionnaires exerçant pendant la Seconde Guerre Mondiale vivaient encore. De ce fait, nous avons dû nous «contenter» des textes officiels du Bulletin Officiel et du Bulletin Départemental de l'Éducation Nationale.

Fort heureusement, des témoignages sérieux et touchants à la fois nous ont donné l'occasion de retrouver une certaine atmosphère, et de pallier en partie le manque de rigueur statistique que nous regrettons. De nombreux instituteurs ayant enseigné à Lyon pendant la dernière guerre se sont faits un plaisir de répondre au questionnaire que nous leur avons adressé. Pour nous, ils ont rassemblé des souvenirs lointains en s'excusant parfois de leur imprécision. Tous ont aimé leur métier et l'ont vécu comme un sacerdoce, tous étaient imprégnés de cette foi laïque et de l'amour des enfants qui seuls permettent la transmission du savoir. Certains ont participé activement à la Résistance et ont été déchirés par la perte d'un des leurs que le régime de Vichy n'a pas épargné.

Les anciens élèves des écoles primaires ont conservé des souvenirs plus flous. Ce fait est souvent dû à l'insouciance qui caractérise l'enfance. Les réactions que nous avons pu enregistrer sont très différentes selon les individus et plus encore selon les groupes scolaires fréquentés. La mystique que le Maréchal Pétain a voulu inculquer aux enfants les a marqués avec plus ou moins d'intensité.

Malgré nos nombreuses demandes, il ne nous a pas toujours été possible de retrouver des cahiers de classe et de devoirs ayant appartenu à d'anciens élèves. Plus de quarante années se sont écoulées, les archives familiales ont été en

partie détruites. Il ne nous a pas été non plus aisé de retrouver les manuels scolaires édités sous le régime de Vichy et utilisés par les maîtres car ces ouvrages ont dû être disséminés et il semble qu'ils aient eu très peu de succès autant à cause de la pénurie régnante que de l'idéologie qu'ils prétendaient dispenser. De toutes façons, peu de nouveaux manuels ont été édités entre 1940 et 1945 car l'usage du papier était soumis aux restrictions.

Si la tâche entreprise peut sembler ambitieuse, elle est néanmoins primordiale car le régime de Vichy a peu été envisagé encore sur le plan de l'éducation. Aucun ouvrage n'est consacré entièrement à ce problème, quelques pages lui sont simplement réservées relatant des idées très générales à ce sujet. Les principes du Maréchal Pétain et des théoriciens de Vichy ont été assez bien énoncés, les réformes et les textes législatifs connus mais tout reste assez rigide et dénué de vie. Il était donc fort utile après avoir étudié la « théorie » de savoir ce qu'il est advenu des principes du gouvernement de Vichy. La nouvelle idéologie dont le Maréchal Pétain et ses ministres de l'Instruction Publique ont essayé d'imprégner l'enseignement, a-t-elle connu une véritable et durable existence ? Des réformes ont-elles survécu à l'anéantissement du régime et intéressent-elles encore la vie scolaire actuelle ? Face à la rigidité des textes il était intéressant de connaître les réactions de l'administration et celles du corps enseignant directement concernés.

Les archives sont éparées et trop souvent lacunaires, la bibliographie assez sommaire. La principale carence de notre étude sera donc une certaine imprécision à cause du manque de documents chiffrés et peut-être aussi parfois une certaine abstraction. Trop souvent nous nous bornerons à des approximations et nous risquerons même des hypothèses. Au risque de nous répéter, nous avons souvent recours aux témoignages qui, même s'ils manquent quelquefois de précision, nous permettent de faire revivre une certaine atmosphère que nous n'avons pas vécue et que les textes n'avaient pas laissé transparaître. C'est de cette atmosphère que nous prétendons imprégner notre étude, mais la tâche est difficile, d'autant plus que nos lecteurs et nos censeurs auront vécu cette époque.

Matériellement, les écoles primaire ont subi pour une partie d'entre elles l'occupation totale ou partielle de leurs locaux pendant une durée plus ou moins longue et pour des raisons variées : réquisition civile, militaire ou en vue de la Défense Passive obligeant élèves et personnels à de fréquents déménagements. Comme la population civile, le monde scolaire a dû se soumettre aux restrictions de chauffage, de fournitures et de nourriture, mais grâce à certaines mesures prises en faveur des collectivités et au dévouement des maîtres, les élèves déjeunant dans les cantines n'ont jamais vraiment souffert de la faim. Il faisait froid à l'école, les enfants et les instituteurs faisaient la ronde pour se réchauffer

mais les appartements n'étaient pas mieux chauffés, au contraire, car les établissements scolaires bénéficiaient de suppléments. On ne peut pas dire que la santé des enfants ait été particulièrement déplorable au cours de la période 1939-1944, les affections notées étaient dans l'ensemble sans rapport immédiat avec l'époque, en outre les contrôles médicaux furent renforcés. Afin de lutter contre la misère on essaya avec beaucoup de difficultés de maintenir la distribution de galoches et de vêtements gratuits aux enfants nécessiteux des écoles maternelles; afin de lutter contre le danger des bombardements aériens fut mise en place la défense passive qui assurait protection aux élèves des écoles. Bien qu'elle ne fut pas toujours très efficace, il ne semble pas que l'on puisse compter d'accidents graves parmi la population scolaire.

En suivant les élèves de la guerre dans leur classe, nous avons pu constater que les effectifs des écoles primaires étaient fluctuants pendant cette période, ces fluctuations étaient dues surtout au fait que de nombreux élèves des classes enfantines en particulier, avaient été évacués hors de la ville réputée dangereuse. La menace fut latente pendant toute la durée de la guerre mais criante à partir de l'année scolaire 1943-1944. Les évacuations d'élèves lyonnais furent compensées par l'arrivée de petits réfugiés, de petits Juifs en provenance des zones occupées ou interdites. Il est remarquable de constater que l'emploi du temps des enfants n'ait été que très peu modifié entre 1939 et 1944 et qu'ils aient pu continuer à travailler presque normalement sauf au cours de l'année scolaire 1943-1944 où certaines écoles situées dans les zones dangereuses furent fermées et repliées dans des régions plus sûres; alors seulement les enfants travaillèrent par roulement une demi-journée. Il n'y avait guère de problèmes de discipline à proprement parler, peu d'absentéisme à Lyon bien que celui-ci ait été souvent dénoncé par les textes officiels. L'institution du DEPP par J. Carcopino fut, bien sûr, un moyen d'endiguer le flot des élèves venus des classes primaires de l'école communale, il visait à maintenir l'élitisme. En créant cette discipline nouvelle dans les termes, l'Éducation générale, les ministres de l'Instruction publique du gouvernement de Vichy ne poursuivaient-ils qu'un but louable à savoir donner à la jeunesse la possibilité de s'intéresser aux disciplines ouvertes afin de lutter contre l'intellectualisme néfaste à l'équilibre humain ? Nous ne le pensons pas mais en ôtant toute coloration de tendance à cette discipline, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit de la meilleure initiative du régime en matière d'éducation, même s'il y eut plus de projets que de réalisations. La pratique du sport à l'école qui en était une des composantes essentielles fut maintenue après la Libération et elle demeure encore de nos jours, même si la forme en a évolué. Les responsables du gouvernement de Vichy ne furent d'ailleurs pas les seuls instigateurs de la pratique de l'Éducation générale, déjà J. Zay, en 1937, avait demandé que les élèves bénéficient d'une demi-journée de plein-air par semaine.

Dans un contexte de privations et de souffrance parfois, maîtres et élèves ont travaillé sans relâche et le pourcentage de réussite aux examens était bon, les résultats n'ont pas été influencés par les événements extérieurs. Afin d'utiliser au maximum toutes les denrées récupérables en un temps d'intense pénurie, les membres du régime de Vichy avaient mis en place toute une organisation de ramassage et de collectes, les élèves des écoles en étant les principaux acteurs; souvent ils étaient stimulés par des récompenses. On recherchait tour à tour les marrons d'Inde, et autres fruits sauvages, les os, les vieilles ferrailles, les vieux papiers. Certains opposants au régime, parmi les plus farouches, jugèrent ces tentatives comme un essai de déstabilisation de l'école; en démobilisant les enfants, en leur faisant perdre le goût des tâches intellectuelles, on les ramenait vers les activités manuelles qui devaient être les préoccupations de la plupart d'entre eux. Les élèves étaient également conviés à participer aux œuvres de solidarité en faveur des soldats, des prisonniers, des réfugiés et des pupilles de la nation. Il faut préciser qu'ils s'acquittèrent généralement de leur tâche avec beaucoup de dévouement, leur action ne fut pas négligeable. Un effort particulier fut fourni pour prendre en charge les enfants déficients des écoles primaires de Lyon soit au cours des vacances d'été, soit pendant l'année scolaire, différents organismes suisses et des familles rurales, se montrèrent très généreux dans ce domaine. Malgré cette volonté manifestée de s'intéresser à chacun jusqu'au plus déshérité, certains enfants échappèrent à l'identification car ils ne fréquentaient pas l'école. Ici la faute était imputable aux familles, le problème de la délinquance juvénile devint dramatique avec les hostilités et s'aggrava encore après la Libération.

En ce qui concerne les plus jeunes d'entre eux, les instituteurs ont été mobilisés, ils ont dû être remplacés par des intérimaires et suppléants débutants qui n'avaient aucune expérience pédagogique. Les maîtres étaient mal-aimés par le régime de Vichy qui était trop hostile à la République pour éprouver quelque sympathie envers l'école laïque. Le Maréchal Pétain fit supprimer l'École Normale « séminaire laïque », dès son accession au pouvoir, remplacer le Syndicat national des instituteurs par des Associations officielles auxquelles peu de personnes adhérèrent malgré maintes tentatives de récupération entreprises par le régime.

Généralement, les maîtres ne connaissaient pas de problèmes relationnels avec leur Directeur; par contre, ils étaient prudents vis-à-vis des autorités académiques et rectorales, ils avaient des rapports cordiaux avec les parents d'élèves bien qu'ils devaient parfois se méfier de quelques-uns d'entre eux.

Le régime essaya d'exercer une pression sur les enseignants en utilisant les maîtres pour inculquer aux enfants l'idéologie vichyste mais ici nous pouvons

conclure en terme d'échec. Massivement, nous pouvons l'affirmer, le corps des instituteurs fut hostile au régime qui ne possédait d'ailleurs aucune autorité morale; à de rares exceptions près, il n'a jamais vibré aux appels réitérés du Maréchal et de ses ministres de l'Instruction publique, sans enthousiasme, il a participé lorsqu'il ne pouvait s'y soustraire, aux différentes manifestations imposées. Dans de telles conditions, les idées du régime ne pouvaient être véhiculées.

Le gouvernement de Vichy voulut attenter à la laïcité en réintroduisant Dieu dans les programmes de morale, sous J. Chevalier les prêtres dans les bâtiments scolaires et en redonnant ses privilèges à l'école libre sous forme de subventions. La devise «Travail, Famille, Patrie» n'influença pas les élèves; cette ferme volonté de restaurer d'une manière désuète les valeurs perdues n'eut pas beaucoup d'impact sur les enfants même si nous pourrions croire le contraire lorsque les enseignants déclarent, unanimement, que le travail fourni pendant cette période était intense et les élèves intéressés. Les maîtres étaient les boucs émissaires du régime; ils furent soumis comme tout représentant de la fonction publique, aux lois d'exceptions s'ils étaient Juifs, enfants d'étrangers, franc-maçons, socialistes, communistes ou gaullistes. Contre le Maréchal Pétain et ses ministres, contre l'Allemagne hitlérienne ils exercèrent deux formes de résistance : passive lorsqu'ils étaient dans leur classe en n'affichant pas le portrait du Maréchal; en lisant mal et sans commentaires les circulaires que le régime se plaisait à divulguer; active en essayant pour quelques-uns de reconstituer le Syndicat national dans la clandestinité. Dans ce domaine, le rôle des instituteurs lyonnais fut d'ailleurs très important.

Le bilan que nous pouvons dresser de cette période de guerre et d'occupation dans les écoles primaires publiques lyonnaises nous apparaît, en définitive, assez terne. Peu de faits marquants sont à signaler, pas vraiment de manifestations spectaculaires ni de statistiques probantes auxquelles nous nous attendions peuvent être exposées.

Alors quelle est la finalité de cette étude ? La question qui doit être enfin posée reste celle-ci : Quel fut l'impact de la mystique Pétain ? Il a été très minime, surtout à partir de 1941-1942, époque à laquelle les Lyonnais avaient perdu toute illusion en ce qui concerne le «Sauveur de la France» et n'a eu aucun avenir, la Libération du territoire, avec l'immense espoir qui s'ensuivit étant venu anéantir toute l'idéologie vichyste mise en place à grand renfort de propagande. Le Maréchal Pétain avait essayé d'aliéner la jeunesse à sa cause, ces tentatives furent vaines, vaines également furent celles de se rallier le corps enseignant; il avait été trop maltraité auparavant, son idéal trop bafoué pour qu'il cédât aux essais de séduction d'A. Bonnard. Politiquement, les membres du corps enseignant n'ont pas été hermétiques à toute influence, même s'ils ne

participèrent pas à des mouvements de résistance, mais les opinions politiques de chacun n'ont jamais donné lieu à des manifestations vulgaires par leur éclat et très souvent ceux qui ont participé à des actions valeureuses ont continué leur tâche sans que personne ne s'en doutât. La discrétion étant de règle.

La portée du Régime de Vichy en matière d'éducation ne fut pas importante car presque toutes ses réalisations furent limitées dans le temps et elles n'eurent pas d'effet durable. Si la mystique Pétain fut sans avenir son intérêt réside dans l'intensité des moyens mis en œuvre en un temps donné : celui de la guerre et de l'occupation. Nous pourrions nous demander si elle aurait pu même s'implanter dans un contexte de paix en 1940, le problème de l'existence du Régime de Vichy se trouve alors posé. Ne fallait-il pas qu'une partie de la population soit placée dans des circonstances tout à fait particulières que furent celles de l'occupation pour s'en remettre pendant un temps seulement au vainqueur de Verdun, à partir de 1942 à l'Allemagne nazie et accepter l'idée même de la restauration d'un passé révolu, d'un certain ordre moral ?

Le gouvernement mis en place à la Libération a fait table rase des réformes du Régime de Vichy en supprimant l'examen du DEPP pour le passage des élèves de la communale à la classe de 6ème des lycées, en rétablissant les Écoles Normales dans leur statut primitif pour la formation des élèves-maîtres et maîtresses admis au concours, en officialisant à nouveau le Syndicat national des instituteurs et en réintégrant les maîtres réformés par le Maréchal Pétain.

Le 15 novembre 1944, *Le Progrès de Lyon* nous apprend que la rentrée s'est faite dans des conditions difficiles à cause des destructions et des perquisitions. Par ailleurs, l'état sanitaire de l'enfance nécessite un service d'hygiène scolaire qui coordonnera l'action de toutes les œuvres sociales qui s'occupent de l'alimentation et du logement des élèves.

Déjà en octobre *Le Progrès* dénonçait :

«L'enseignement a été gravement compromis dans notre ville; depuis A. Bonnard, la formation active de l'intelligence et la culture de l'esprit ont été étouffées chez les adolescents, une habitude de laisser-aller, de désordre dans l'accomplissement de la tâche scolaire a été prise, la discipline intellectuelle et la «tenue» se sont relâchées, la bohème scolaire a pris naissance. Sur de jeunes cerveaux en voie d'évolution ces ravages ont été considérables».

Même si ces propos peuvent manquer d'objectivité, ici encore nous trouvons la preuve de l'inefficacité du gouvernement précédent.

A nouveau il est question de préparer la réforme de l'enseignement :  
 «L'enseignement sera remanié, le retour aux programmes de 1938 lui rendra l'atmosphère de liberté qui permet l'épanouissement des valeurs spirituelles».

La Seconde Guerre Mondiale fut marquée par la volonté d'une remise en question globale de l'enseignement. Monsieur Capitant, ministre du gouvernement provisoire d'Alger avait élaboré un projet de réforme, à la Libération il réunit dans une Commission les personnalités les plus aptes à considérer les problèmes de l'éducation. La Commission fut appelée du nom de ses présidents successifs Langevin-Wallon, par arrêté du 8 novembre 1944. Le plan Langevin-Wallon prétendait réformer démocratiquement l'enseignement, il fit naître beaucoup d'espoir. Ce plan était le résultat de la rencontre de deux courants de pensée de l'entre-deux-guerres : l'école unique pour les structures, l'école nouvelle pour la pédagogie. Tout d'abord en ce qui concerne les structures peu de nouveautés sont à noter : la Commission reprenait une organisation de l'enseignement en degrés successifs avec un degré intermédiaire (11-15 ans) baptisé cycle d'orientation. Les propositions les plus originales touchaient les maîtres. Il fallait distinguer maîtres de matières communes et maîtres de spécialités, les uns et les autres licenciés; elle confiait aux premiers le cycle élémentaire et aux seconds le cycle «de détermination» (15-18 ans), mais elle leur demandait de collaborer dans le cycle d'orientation. L'enseignement devait y comporter des matières communes et des options d'essai destinées à préparer l'orientation qui était considérée comme le résultat de quatre années d'études.

Le plan Langevin-Wallon n'a jamais été exécuté. Lorsque la Commission remit son rapport, le 19 juin 1947, deux années s'étaient écoulées depuis l'immense espoir suscité par la Libération.

## RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE GÉNÉRALE DE 1943

(En %)

Catégories	Élèves		
	qui ont maigri	dont le poids est stationnaire	qui ont pris du poids
<i>Demi-pensionnaires et élèves fréquentant les cantines</i>			
E	7,3	3,5	89,2
J <sub>1</sub>	17,8	12,2	70
J <sub>2</sub>	23,4	18,5	58,1
J <sub>3</sub>	24,6	20,2	55,2
<i>Élèves externes</i>			
E	8,4	7,6	84
J <sub>1</sub>	21,8	16,4	61,8
J <sub>2</sub>	29,2	14,3	56,5
J <sub>3</sub>	26,7	20,6	52,5
<i>Résultats selon la condition sociale</i>			
Cultivateurs	2,1	3,3	94,4
Commerçants	5,3	3,9	90,8
Industriels	3,6	11,4	85
Professions libérales	10,7	15,1	74,2
Fonctionnaires	13,4	22,9	63,7
Artisans	11,2	14,8	74
Officiers	35,2	23,4	41,4

**NOMBRE D'ENFANTS INSCRITS  
DANS LES ÉCOLES PUBLIQUES DE LYON**

Date	Ecoles primaires		Ecoles maternelles		Total
1934	26.104		6.819		32.923
1935	26.148		6.828		32.976
1936	27.159		6.419		33.578
1937	29.231		7.472		36.703
1938	26.855		7.238		34.093
1939	21.458		4.147		25.605
1940	26.207		4.268		30.475
1941	22.803		4.758		27.561
<u>1942</u>	Inscriptions	Fréquentation moyenne	Inscriptions	Fréquentation moyenne	
Janvier	28.675	24.952	6.234	4.078	
Février	28.501	24.384	6.227	3.947	
Mars	28.072	24.186	6.548	4.407	
Avril	27.984	24.433	6.951	4.938	
Mai	27.522	23.395	6.894	4.684	
Juin	26.547	22.295	6.666	4.282	
Juillet	25.058	19.316	4.072	2.202	
-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	
Octobre	26.077	23.558	6.291	4.732	
Novembre	26.801	24.450	6.550	4.973	
Décembre	26.222	23.619	6.683	5.165	
<u>1943</u>					
Janvier	27.159	23.909	6.489	4.541	
Février	26.842	23.250	6.559	4.444	
Mars	26.784	23.012	6.894	4.684	
Avril	25.486	22.063	5.585	4.600	
Mai	25.406	21.991	5.650	3.895	
Juin	15.210	12.312	3.312	2.214	
4e trimestre	18.676	17.781	3.875	3.336	
1er trimestre 1944	20.349	17.570	4.630	2.758	